



↪ Ont participé ↪ à ce numéro

Stéphane Lachèvre, François-Xavier Durand, Pierre Hébert, Kamel Naroun

VOEUX

En ce début d'année, toute l'équipe de la Seine Alternative tient à vous présenter tous ses meilleurs voeux pour l'année 2001.

Nous espérons que cette année sera riche en événements politiques, et qu'elle verra avancer nos idéaux.

Assemblée Générale

Notre assemblée générale aura lieu le samedi 13 janvier à partir de 16H00 205 rue Saint Julien à Rouen. A l'ordre du jour : bilan moral, bilan financier, perspectives pour 2001 (réunions publiques, élections, thèmes de formation...), budget 2001, élections du secrétaire et du trésorier.

Rappel : les sympathisants sont cordialement invités, toutefois, pour prendre part aux votes, il faut être adhérent des Alternatifs (cartes 2001 sur place)

Le tout sera suivi d'un apéritif et d'un repas. Si vous souhaitez participer au repas, il est souhaitable de prévenir Kamel au 02 35 74 29 31.

Edito

Le plus grand sommet Européen... en pièces !

Le sommet Européen qui s'est déroulé à Nice du 7 au 11 décembre est entré dans l'histoire comme le plus long sommet Européen depuis le début de la création de l'union Européenne. D'après le président français Jacques Chirac, ce sommet « restera dans l'histoire comme le plus grand sommet par l'ampleur et la complexité des problèmes qui ont été réglés ».

Mais si ce sommet fut le plus long, en combien de morceaux l'Europe se divise-t-elle ?

L'extension du vote à la majorité qualifiée dans les organes d'impulsion - les conseils de ministres - est généralisée, mais au prix d'une exception de taille. Le veto de la Grande-Bretagne, emmenant avec elle les gouvernements les plus libéraux n'a pas été surmonté dans les domaines majeurs de la fiscalité et de la protection sociale.

Le plafonnement des représentations nationales dans les instances communes. Le parlement européen qui compte actuellement 626 députés verrait sa composition plafonner à 700 députés environ quel que soit le nombre des pays venant intégrer l'Union européenne. D'autre part même si la commission est encore constituée d'un commissaire par pays, son mode de désignation politique et donc de sa responsabilité devant les instances élues est délibérément occultée.

Autre point essentiel de ce sommet : la pondération des voix au sein du conseil des ministres. La règle n'a été imposée qu'au prix d'un renforcement substantiel du pouvoir des pays dits "grands" au détriment des pays les moins peuplés.

Parallèlement à ce sommet, le contre sommet qui s'est tenu a été une réussite notamment la manifestation du mercredi 6 décembre qui rassemblait plus de 60 000 personnes (syndicalistes européens, citoyens contre la mondialisation libérale...). **Cette mobilisation de masse sans précédent d'une opinion publique européenne s'est saisie des enjeux de la construction européenne en termes à la fois critiques et revendicatifs.** Et ce ne sont pas les violences du lendemain qui doivent masquer les attentes et les exigences des européens vis-à-vis des droits fondamentaux notamment en terme de droits sociaux et de services publics.

Les Alternatifs de Seine Maritime

La charte municipale

Au mois de mars 2000, les Alternatifs se sont dotés d'une charte pour préparer les élections municipales de mars 2001. Voici ci dessous des extraits significatifs ou des résumés de cette charte, qui vous permettront d'en appréhender le contenu. C'est sur le texte de cette charte que se basera notre campagne des prochaines municipales.

De la démocratie vers l'autogestion

Trois axes pour démocratiser radicalement la démocratie:

Les Alternatifs privilégient la délibération collective ouverte et le contrôle des citoyens sur les prises de décision et sur leur mise en oeuvre. Cela nous conduit à défendre et développer trois axes de propositions :

- faire vivre des instances de citoyenneté active, comités de quartiers, conseils des résidents étrangers, commissions extra-municipales, comités d'usagers des services publics...
- garantir aux structures de libre association, syndicats, partis et associations, des moyens d'existence.
- assurer aux assemblées élues d'authentiques fonctionnements démocratiques. [.../...]

Intercommunalité et proximité:

De nombreuses fonctions urbaines nécessitent le développement de communautés d'agglomération ou de communautés urbaines, ainsi que des pays en milieu rural.

Mais ces nouvelles collectivités aux pouvoirs croissants ne peuvent continuer à fonctionner dans l'opacité : elles doivent être dirigées par des conseils élus au suffrage universel direct.

Les conseils municipaux, échelon le plus proche des citoyens, doivent être confortés dans leur rôle d'animateur de la démocratie locale. [.../...]

Pour une culture active et de proximité

Une culture populaire qui ne serait pas une culture pour les gens, ni des gens, mais par les gens

[.../...] Pour ce faire, nous avons des axes de travail:

- La mise en valeur du patrimoine culturel local. [.../...] Cela passe par la valorisation de sites marquants de la ville, et pas seulement des sites historiques, mais aussi par la création de structures : atelier d'écriture, en direction des jeunes, ou atelier de mémoire, en direction des personnes âgées.
- La culture vivante et en devenir doit aussi pouvoir s'exprimer dans la commune car, là aussi, il s'agit d'un enjeu social. [.../...] Le rôle de la commune est d'en permettre l'émergence. Cela va de la salle de répétition pour de jeunes groupes de musiciens aux lieux de rencontres pour immigrés, pour développer et faire connaître l'identité culturelle de leur pays d'origine.

Permettre la liberté de culte

Tous les cultes ont droit à des lieux décents. Attaché(e)s à la laïcité, les élu(e)s Alternatifs veilleront à ce que chacun(e), s'il(elle) le souhaite, puisse disposer de lieux adaptés et dignes pour exercer la religion de son choix.

[.../...] les Alternatifs favoriseront le dialogue entre les municipalités et les associations musulmanes pour que des terrains permettant la construction de mosquées soient mis à la disposition de ces associations culturelles. [.../...] Dans le même temps, les élu(e)s Alternatifs veilleront à ce qu'il n'y ait aucun amalgame entre origine et confession, et à ce que les jeunes «issu(e)s de l'immigration» ne soient pas contraint(e)s à certaines pratiques sociales.

Pour l'égalité sociale par une économie sociale et solidaire

Certains gèrent le superflu, d'autres vivent dans la pénurie et l'exclusion et dans une précarité de plus en plus profonde. Aujourd'hui, des millions de personnes vivent la précarité et la flexibilité comme une fatalité. Il n'y a pourtant pas de fatalité à cette situation, fruit du libéralisme économique et de choix politiques sacrifiant les individus au nom de la crise et de l'Euro hier, de la mondialisation aujourd'hui.

Mais lutter contre ce système d'exploitation ne nous exonère pas d'agir aujourd'hui pour l'amélioration des conditions de vie des plus démunis [.../...]

Les Alternatifs, opposés à toutes les formes d'emploi précaire, s'engagent s'ils ont recours aux emplois aidés (CES, emplois-jeunes, formation en alternance et apprentissage) à exiger la gratuité des envois postaux pour tous les chômeurs, à compléter directement, quand la loi le permet, indirectement sinon, le salaire versé afin de le mettre au niveau de celui des employés titulaires occupant un emploi équivalent, augmenté des primes de précarité.

Mais la vraie question est celle d'un revenu permettant de sortir de la logique de la survie et de la dépendance pour entrer dans celle de l'autonomie. [.../...]

Et c'est dans cet esprit que nous devons mener des actions d'insertion par l'économique. L'insertion sociale passe par le droit à un travail, à un revenu, à un toit, et, aussi, et surtout, par le droit à une véritable reconnaissance sociale. Il s'agit, en fait, de refuser la société duale où certains travaillent et d'autres sont réduits à l'assistanat. [.../...]

Service Public et service d'intérêt général

Le développement de ces services permettra de mieux prendre en compte les besoins de la population et les intérêts de la commune.

Il s'agit de garantir à tous et partout l'accès à un certain nombre de prestations et droits qui ne peuvent être, sous peine d'accentuation des inégalités, délégués au secteur privé : eau, transports publics, santé, énergie, éducation, logement, culture, communication. [.../...]

C'est aussi dans la commune que se construit la riposte à l'offensive libérale en vue de liquider les acquis sociaux collectifs.

Cela passe par une vigilance constante, une lutte contre la privatisation des services, par la mise en place de conditions permettant une évaluation sur des critères non seulement financiers mais également et surtout sociaux et environnementalistes. [.../...]

Le rôle des pouvoirs publics tant locaux que nationaux n'est pas d'aménager la précarité du Logement. Une politique volontaire de construction et de réhabilitation de logements sociaux sera poursuivie. Néanmoins à court terme, les élus Alternatifs veilleront au respect du droit de chacun, même sans logis, à la santé (centres gratuits), l'hygiène (sanitaires, douches) et à la sécurité. Nous préconisons une politique de transport public qui assure **le droit au transport pour tous les citoyens.** [.../...]

Finances municipales

Le débat sur le budget communal doit porter à la fois sur le choix des dépenses mais aussi sur la nature et le niveau des recettes. Nous avons comme objectif fondamental que chacun contribue au financement de l'action communale en fonction de ses ressources. [.../...]

En ce qui concerne la taxe d'habitation, nous demandons qu'elle soit remplacée par un impôt local progressif sur le revenu. [.../...]

Éducation/formation : des propositions concrètes

L'École n'a pas réussi, au cours des dernières décennies, à réduire les inégalités.

Les Alternatifs refusent les fermetures abusives de classes. Soutiennent les luttes des enseignants pour des effectifs de 25 élèves maximum par classe. [.../...]

En matière d'enseignement nous rappelons notre attachement au service public. Les communes doivent limiter au cadre prévu par la loi leur participation financière aux établissements privés (pas de fonds versés aux écoles maternelles privées). [.../...]

Pour un développement durable

L'émergence au cours des années 60 de la crise écologique met en cause les conditions d'existence de l'espèce humaine à moyen et long terme. La prise de conscience de l'ampleur de cette crise à l'échelle de la planète depuis les années 80 fait de la question du développement soutenable un élément majeur du débat politique. Les Alternatifs mettent donc au coeur de leur démarche la rencontre du rouge et du vert, l'intégration du social et de l'écologie.

Pour les Alternatifs, le développement soutenable permet un développement respectueux de l'environnement, de l'égalité sociale et de l'emploi ainsi que de la citoyenneté. [.../...]

Pour les Alternatifs, la commune est un des terrains privilégiés de la synthèse du rouge et du vert. Il s'agit d'aller au-delà de la simple protection de l'environnement. L'enjeu global est bien celui d'une offensive pour l'amélioration et la valorisation de notre environnement.

- Maintenir l'équilibre écologique en préservant forêts et cours d'eau. Favoriser la gestion de la faune (plutôt que de la chasse).

- Créer ou aménager des zones naturelles, parcours sylvestres, sentiers de promenade balisés.

- Réglementer la circulation des VTT et limiter celle des véhicules à moteur en forêt

- Préserver les espaces verts en ville là où ils existent encore et en créer d'autres. [.../...]

- Soutenir les associations de défense de l'environnement et du cadre de vie en les associant à certaines décisions et en favorisant leur rôle de critique constructive. [.../...]

- Lancer une politique volontariste dans les domaines de la propreté et du bruit. Accompagner toute action sur l'environnement de campagnes de sensibilisation. Ces actions doivent aller de pair avec une amélioration de l'environnement dans tous les quartiers.

- Interdire la pose de panneaux publicitaires dans les centres villes et en zone rurale. En limiter très strictement le nombre et les surfaces à la périphérie des villes. [.../...]

Un projet urbain alternatif, social, économique et culturel

En organisant la consultation des habitants, en tenant compte de leurs suggestions pour toute implantation de structures municipales ou autres ainsi que des modalités de leur gestion. Il y a là un enjeu fondamental de développement de services tels que les crèches, écoles, services de santé au niveau du quartier.

- La politique d'aménagement visera à réintroduire dans chaque quartier toutes les fonctions urbaines (activités industrielles, commerces, logements, espaces verts, équipements collectifs, services administratifs).

- Développer le parc de logements sociaux dans chaque commune et chaque quartier, directement par le biais des offices publics ou, pour les autres organismes, en conditionnant les garanties d'emprunts. [.../...]

Des rues, des places, des commerces, des marchés !

Les grands ensembles des années 70, les villes nouvelles, ont souvent la même configuration: des barres, des parkings, de vagues espaces engazonnés, une école, un centre commercial.

Tout a été dit sur le côté inhumain de ces juxtapositions sans lieux de rencontre, de convivialité, de promenade, etc.

Revenir à des rues et des places avec un jalonnement de commerces (les éléments les plus basiques d'un tissu urbain !) devient un objectif nécessaire, même si les programmes doivent s'étaler sur plusieurs mandats... [.../...]

Pour une politique alternative de déplacements

[.../...] Les villes sont donc toutes confrontées à des degrés divers aux problèmes de congestion et de pollution dus à la croissance des flux de transit et des flux locaux.

[.../...] Concernant le transit l'enjeu se situe très nettement à l'échelon national, voire européen. La fuite en avant du tout automobile doit cesser. Des mesures radicales doivent être prises visant à limiter strictement la circulation poids lourds sur certains axes, à faire payer le coût réel de la route, à développer des solutions moins polluantes, plus soutenables, par le développement du transport ferroviaire sur les moyennes et grandes distances. [.../...]

Au niveau local, le seul débat concerne souvent la réalisation d'itinéraires d'évitement des centres ou d'itinéraires autoroutiers. Or, dans la plupart des cas, de tels projets ne font pas l'objet de réflexions en amont intégrant les autres modes de transport comme le développement du transport ferroviaire, que ce soit par une autoroute ferroviaire ou des plateformes multimodales articulées avec les liaisons grande vitesse et marchandises. [.../...]

Maîtriser la voiture en ville et développer les transports collectifs

L'enjeu est de favoriser les déplacements pour tous et non la circulation automobile de quelques-uns. Cela suppose une amélioration notable de la plupart des réseaux de transport collectif. Ce développement doit aller de pair avec une politique cohérente de limitation de l'accès des voitures particulières aux centres, de circulation "pacifiée" (moins de circulation et moins de vitesse) au sein des quartiers et de développement de l'intermodalité. [.../...]

Maîtriser l'énergie et les déchets

Concernant les nouveaux projets soumis à enquête publique, le Conseil municipal ne doit pas simplement se contenter de s'en remettre aux avis "autorisés" des industriels et organismes publics chargés du suivi de ces projets. Il doit pouvoir exiger des conditions et des normes de pollution moindres, dans l'intérêt des populations et de la santé publique.

- Une politique active d'économie d'énergie et de développement des énergies renouvelables.

- Garantir le droit à une information sérieuse, mettre en oeuvre, en lien avec l'ADEME, une action municipale d'information sur l'énergie. [.../...]

Alimentation, air, eau... Questions vitales

[.../...]

- Evaluer et redéfinir les dispositifs d'observation et d'action sur la pollution. Procéder à l'élaboration d'indicateurs d'environnement urbain pour mieux analyser l'état de l'environnement et envisager les améliorations à apporter. La distribution et le recyclage de l'eau doivent être un service public, contrôlé par la commune et les usagers et être retiré aux grandes Compagnies privées (Lyonnaise, Vivendi).

- Le réseau d'assainissement de la commune et les stations d'épuration sont le maillon essentiel d'une véritable politique de l'eau. Trop de communes accusent encore un retard considérable dans ce domaine. [.../...]

Municipales : et nous et nous et nous !

Chacun y va de ses annonces et de sa campagne, mais nous, que faisons nous ?

Rappelons que pour nous, la question de la participation au gouvernement ne constitue pas un critère de blocage. C'est bien sur la base des réalités locales que se discutent des accords pour les municipales.

Depuis deux ans maintenant, un travail suivi et intéressant s'est engagé avec la section du parti communiste de la vallée du cailly. En particulier dans le cadre des mobilisations pour l'emploi ou sur la sécurité alimentaire.

Après plusieurs rencontres, avec Boris Lecoer, maire de Maromme, nous pouvons vous annoncer notre participation à la campagne des municipales sur Maromme. Nous serons présents sur la liste d'union de la gauche, emmenée par le parti communiste, avec le parti socialiste.

Notre AG de janvier aura à trancher la question d'éventuels soutiens à telle ou telle liste qui en aurait besoin et dont nous jugerions la situation difficile.

Pierre Hébert, Kamel Naroun

EVREUX

Une réunion de préparation des municipales annonçait à Evreux le début de campagne d'une liste de gauche (PC, PS, MDC, PRG et Alternatifs) dont la tête de liste est le maire sortant Roland Plaisance (PC). La participation des Alternatifs a été évoquée à de nombreuses reprises, présentée comme un évènement très positif et un apport très enrichissant pour la liste. Des groupes de travail ont été mis en place afin d'élaborer un programme.

Le maire sortant en est déjà à son quatrième mandat et sa politique a été dénoncée à plusieurs reprises par les Alternatifs d'Evreux.

En l'état actuel des choses, 3 Alternatifs sont sur la liste dont 1 ou 2 en position éligible (dont un adjoint) ce qui leur permettra de faire entendre leur voix et leur différence. D'ailleurs, les Alternatifs ont déjà pu orienter les débats dans le bon sens et avancer certaines idées comme le développement de la citoyenneté et du développement durable (il reste évidemment à ce que cela se concrétise). De plus, le contexte n'est plus le même qu'en 95, en particulier à cause de l'annonce de la candidature de Debré (dont les sondages semblent plutôt favorables). Et effectivement, on pourrait craindre le pire si Evreux basculait vers une droite Debré avec une tendance extrême.

Kamel Naroun

AG des Alternatifs 76

le 13 janvier 2001 à partir de 16H00
au local 205 rue Saint Julien à Rouen
Thèmes des débats voir en page 1.

Café Alternatif à Evreux - 17 janvier - 19H00
Faire de la politique est-il chiant ?

Mardi 30 janvier - 20H30 - 205 rue St Julien
Réunion à thème :

Quelle agriculture pour quelle société?

-- Pour nous lire... et/ou nous soutenir --

Pour nous contacter :

Alternatifs 76
205 rue St Julien
76100 Rouen
76@alternatifs.org

NOM :

Prénom :

Rue :

Code Postal :

Ville :

Téléphone :

Mél :

Tarif : 50 Frs (chômeurs/étudiants : 30 Frs)

Tarif Soutien : 100 Frs (ou plus... Ordre : Alternatifs 76)

Pour recevoir Rouge et Vert : téléphone : 01 43 57 44 80 ou mél : contact@alternatifs.org

Les camarades membres des Verts qui nous lisent voudront bien excuser ce titre un peu provocateur, mais je suis convaincu qu'ils ne sauraient cautionner les agissements de tel ou tel de leur camarades de parti.

ATTAC : Vert l'entrisme ?

A l'attac (association pour la taxation des transactions financières), ils sont plutôt chatouilleux avec leur indépendance. Dans nombre de groupes locaux, on a entendu parler d'entrisme et de tentatives diverses.

Localement, le Conseil d'Administration a pris des positions de principe l'an passé, souhaitant que ses membres, ainsi que ceux qui animent des groupes thématiques au sein de l'association ne soient pas candidats aux élections.

Pourtant, depuis quelques mois, le groupe Attac Rouen vient de subir ce genre de dérives... Précisément depuis septembre où l'on a vu apparaître un nouveau militant très motivé, partant pour prendre plein de responsabilités et s'exprimer au nom de l'association.

Les membres d'Attac ont appris en décembre qu'il faisait partie d'un parti politique (les Verts). Jusqu'ici pas de problèmes. Là où cela devient plus épineux, c'est que les membres du CA de Attac Rouen, ont découvert dans les journaux que ledit personnage s'appretait à être candidat aux prochaines cantonales pour le compte des Verts... et qu'il avait "oublié" de les en informer !

C'est sans doute ce que l'on appelle de la politique autrement...!

Pierre Hébert